*Conférence annuelle du Réseau francophone d'éducation aux médias et à l'information (REFEMI) – 16 et 17 novembre 2026 (Paris).*

**PLAIDOYER DES MEMBRES DU REFEMI en marge du 20ème Sommet International de la Francophonie (15 et 16 novembre 2026 - Cambodge).**

Paris, le 16 novembre 2026

**POUR UNE EDUCATION AUX MEDIAS ET A L'INFORMATION AU CŒUR DES ENJEUX DEMOCRATIQUES DE LA FRANCOPHONIE**

L'éducation aux médias et à l'information (EMI) revêt un caractère fondamental pour le respect des Droits humains, de la diversité culturelle et linguistique au fondement de la francophonie.

Cette conviction, nous la partagions déjà le 3 octobre 2024 à Paris, au moment de créer le Réseau francophone de l'éducation aux médias et à l'information (REFEMI), à l'occasion du XIXe Sommet international de la Francophonie. Au lendemain du XXe Sommet International de la Francophonie organisé à Phnom Penh (Cambodge), les membres du REFEMI tiennent à réaffirmer avec force l'importance de cette EMI pour toutes et tous, alors que s'aiguisent les appétits des empires numériques lancés dans une course effrénée pour la conquête de nos données.

Les avancées de la révolution numérique sont autant de progrès que de défis nouveaux pour nos sociétés. Dans les domaines de l'information et de la communication, elles ont bouleversé nos manières de voir le monde, d'en comprendre les actualités et de nous exprimer. En donnant à tout un chacun la possibilité de diffuser des contenus dans des bulles informationnelles, ces technologies ont aussi entraîné une polarisation des opinions et l'on constate, d'un bout à l'autre de la planète, une dégradation de la qualité du débat démocratique.

Les IA génératives accentuent ces phénomènes en même temps qu'elles contribuent à l'accélération et à l'amplification des manipulations de l'information. Dans un contexte de guerres hybrides qui fait de nos espaces informationnels et de nos capacités attentionnelles des cibles privilégiées, nous ne pouvons que nous soucier de la concurrence asymétrique qu'exercent les plateformes et les systèmes d'IA sur les acteurs de la presse et des médias. Car l'information n'est pas un bien de consommation comme un autre, sinon ce qui fonde le socle des démocraties et trace un chemin pour toute société aspirant à s'inscrire dans ce modèle.

La Francophonie, qui place le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales au cœur de son projet, exerce dans ce domaine une éminente responsabilité. Celle de créer, pour cette EMI, les conditions d'un large déploiement auprès de tous les publics, à tous les âges de la vie, qui irrigue les systèmes d'éducation, formels et informels.

Le REFEMI fonde son approche sur le développement de l'esprit critique, de l'engagement et de la résilience, pour enrichir une culture citoyenne commune. En s'appuyant sur les expertises de ses membres, il a publié le premier référentiel de compétences en EMI pour les formateurs francophones. Cet outil pose un cadre utile aux praticiens comme aux gouvernements qui souhaitent intégrer l'EMI dans les curricula scolaires et évaluer cette politique publique. Avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), le REFEMI a également lancé

*For For*, un programme de formation de formateurs en EMI, de cartographie des besoins de formation et de production de ressources dans l'espace francophone.

Au terme de cette première étape, le REFEMI s'engage à poursuivre le renforcement du réseau de formateurs et à s'ouvrir à de nouveaux membres. Il proposera également des initiatives éducatives visant à stimuler l'esprit critique des publics de tous âges. Par ailleurs, il poursuivra ses actions de plaidoyer afin d'inviter les Etats à mener des politiques publiques ambitieuses en matière d'EMI.

Fort de la diversité de ses membres, le REFEMI constitue un des interlocuteurs de référence pour toutes les régions de la francophonie désireuses de s'engager dans cette voie. Cette dynamique ne peut se réaliser qu'à condition que les autorités publiques intègrent cette nécessité d'une EMI, en imaginant et en créant leur propre modèle. L'émergence d'instances dédiées dans les régions francophones peut contribuer, à terme, à l'épanouissement de cette communauté humaine, riche de son pluralisme et de la diversité de ses cultures, sur tous les continents.

Une telle ambition exige de préserver et de renforcer les moyens des acteurs institutionnels, associatifs et médiatiques qui se mobilisent au quotidien pour relever ce défi démocratique majeur.